

Deux siècles de doctrine Monroe : vestige d'un passé hégémonique ou politique américaine immuable ?

Image not found or type unknown



Gustavo Petro et Joe Biden dans le bureau ovale

Deux siècles de doctrine Monroe : vestige d'un passé hégémonique ou politique américaine immuable ?

Le 2 décembre 1823, James Monroe, alors président des États-Unis, a prononcé le célèbre discours devant le Congrès dans lequel il a établi les coordonnées de la politique étrangère des États-Unis à l'égard de l'Amérique latine. Sputnik s'est entretenu avec des experts pour analyser ce qu'il reste des pratiques impérialistes historiques de Washington dans la région.

Le 2 décembre 1823, James Monroe, alors président des États-Unis, a prononcé le célèbre discours devant le Congrès dans lequel il a établi les coordonnées de la politique étrangère des États-Unis à l'égard de l'Amérique latine. Sputnik s'est entretenu avec des experts pour analyser ce qu'il reste des pratiques impérialistes historiques de Washington dans la région.

Il y a deux siècles, alors que les États-Unis commençaient leur vie en tant que nation indépendante du joug britannique, le président James Monroe a annoncé une série de principes qui allaient être connus plus tard sous le nom de "doctrine Monroe", et qui allaient devenir l'un des piliers de la politique étrangère impérialiste de Washington.

Dans ce discours, attribué par tous les historiens à son secrétaire d'État de l'époque et futur successeur, John Quincy Adams, le président établit que toute intervention européenne sur le continent américain serait considérée comme un acte d'agression qui provoquerait automatiquement l'implication des États-Unis dans la défense du bloc continental. En bref, "l'Amérique aux Américains".

Cette proposition de politique étrangère a d'abord été bien accueillie par les pays d'Amérique latine, qui commençaient à laisser derrière eux - ou étaient en train de laisser derrière eux - l'emprise des puissances européennes sur eux.

Mais au fil du temps, Washington a commencé à invoquer cette doctrine et à en élargir la portée pour justifier ses propres politiques de domination et d'extraction des ressources naturelles régionales, a expliqué à Sputnik David García, professeur de relations internationales à l'Université nationale autonome du Mexique (UNAM).

"La doctrine Monroe est née à l'origine d'une position politique idéaliste, car à l'époque où elle a été formulée, les États-Unis n'avaient pas vraiment les moyens d'affronter les puissances européennes sur tout le continent", rappelle le professeur d'université.

"C'est pourquoi les leaders révolutionnaires de l'époque, comme Simón Bolívar, ont célébré les paroles de Monroe, car ils les considéraient comme un élément de leur lutte contre l'interventionnisme européen, qui était la règle sur le continent depuis la conquête du Mexique", ajoute-t-il.

"Cependant, quelques décennies plus tard, à la fin du XIXe siècle, lorsque les États-Unis ont commencé à émerger en tant que puissance mondiale, Washington a utilisé la doctrine Monroe pour justifier ses propres pratiques d'exploitation coloniale, donnant lieu à une politique d'assujettissement de l'Amérique latine à ses desseins politiques, économiques et culturels", explique M. García.

Ainsi, ajoute le spécialiste, les gouvernements américains successifs ont ajouté des amendements à la doctrine originale, connus sous le nom de "corollaires", qui formalisent les motifs d'intervention et d'influence sur les affaires du reste des pays d'Amérique latine.

Par exemple, l'un des corollaires établissait que l'Amérique centrale et les Caraïbes étaient des "zones d'influence" exclusives des États-Unis, ce qui signifiait, par exemple, que Washington était responsable de l'administration du canal de Panama (un carrefour entre les océans Pacifique et Atlantique qui est essentiel pour le commerce mondial), toujours avec l'excuse qu'il luttait contre l'ingérence européenne.

Un autre corollaire, approuvé par l'administration de Theodore Roosevelt (1901-1909), décrète unilatéralement que le gouvernement américain, au cas où les intérêts de ses citoyens ou de ses entreprises seraient affectés par les politiques promues par l'Europe, a l'obligation d'intervenir dans n'importe quel pays d'Amérique latine dans le but d'"ordonner" la situation.

Ces amendements ont toujours été rédigés avec un niveau calculé d'ambiguïté et d'imprécision, ce qui a finalement servi aux États-Unis à justifier - plus à l'intérieur qu'à l'extérieur - de nombreux coups d'État, des invasions et la création d'organismes tels que le Fonds monétaire international (FMI) ou l'Organisation des États américains (OEA) afin de procéder à une sorte de recolonisation de l'Amérique latine en faveur de Washington.

Le Dr Maria Victoria Crespo, professeur et chercheur à l'Université autonome de l'État de Morelos (UAEM, située au sud de la capitale mexicaine), explique à Sputnik que le rôle des États-Unis était d'apparaître comme un "protecteur parapluie du continent américain contre les puissances extérieures", mais qu'en pratique, ils remplissaient le rôle de "gardien impérial" avec très peu de subtilité.

Toutefois, ce rôle de protecteur présumé s'est révélé de plus en plus factice, les États-Unis n'intervenant dans la région que pour défendre leurs positions géopolitiques et leurs avantages économiques, abandonnant les pays lorsqu'ils avaient besoin d'une assistance qui ne servait pas les intérêts des États-Unis.

Maria Victoria Crespo, professeur et chercheur à l'Université autonome de l'État de Morelos (UAEM, située au sud de la capitale mexicaine), explique à Sputnik que le rôle des États-Unis était d'apparaître comme un "protecteur parapluie du continent américain contre les puissances extérieures", mais qu'en pratique, ils remplissaient le rôle de "gardien impérial" avec très peu de subtilité.

Toutefois, ce rôle de protecteur présumé s'est révélé de plus en plus factice, les États-Unis n'intervenant dans la région que pour défendre leurs positions géopolitiques et leurs avantages économiques, abandonnant les pays lorsqu'ils avaient besoin d'une aide qui ne servait pas les intérêts de Washington ou de ses partenaires internationaux.

"La fracture dans son application est devenue particulièrement évidente lorsque le traité interaméricain d'assistance réciproque (TIAR) n'a pas été appliqué pendant la guerre des Malouines entre l'Argentine et la Grande-Bretagne en 1982", souligne Crespo.

L'universitaire rappelle qu'à l'époque, le gouvernement du président Ronald Reagan n'a pas fourni d'aide à l'Argentine, comme le prévoyait l'accord, mais au premier ministre britannique Margaret Thatcher. Londres a reçu 60 millions de dollars, ainsi que du carburant et des armes militaires, pour renforcer son attaque contre les troupes argentines qui cherchaient à récupérer les îles du sud du continent.

Un changement d'époque ?

Pour García, l'avènement d'une série de gouvernements latino-américains marqués à gauche au début des années 2000, ainsi que l'émergence du Brésil en tant que puissance économique et la réorganisation de l'échiquier mondial, de même que l'émergence de la Chine et de la Russie à la tête d'un nouveau monde multipolaire, ont fait reculer les États-Unis dans la région au cours des deux dernières décennies.

"Des présidents comme Hugo Chávez au Venezuela, Lula au Brésil ou Evo Morales en Bolivie ont commencé à rejeter le colonialisme, l'interventionnisme et l'impérialisme des États-Unis dans la région et ont noué des liens étroits avec d'autres acteurs importants, tels que la Russie et la Chine. Il est incontestable que le multilatéralisme promu par Moscou et Pékin a été un facteur très important dans l'arrêt et le renversement de la domination américaine en Amérique latine", déclare la spécialiste.

"La circulation décentralisée de l'information grâce à l'utilisation généralisée d'Internet et des réseaux sociaux a joué un rôle important en permettant la tenue de débats que les médias traditionnels n'autorisaient pas en d'autres temps, affaiblissant encore davantage l'hégémonie politique des États-Unis dans la région et ses partenaires médiatiques", ajoute-t-elle.

Cependant, elle souligne que le fait que Washington soit en retrait ne signifie pas qu'il ait détourné son regard de l'Amérique latine.

"L'Amérique latine a été le premier territoire où les États-Unis ont mis en pratique leurs ambitions expansionnistes, en envahissant le Mexique et Cuba, en mettant en place des présidents, en finançant des coups d'État, etc.

"C'est pourquoi on disait que les États-Unis considéraient la région comme leur arrière-cour, parce qu'ils la voyaient comme une extension d'eux-mêmes avec laquelle ils pouvaient faire tout ce qu'ils voulaient. Et bien que Washington n'ait plus le pouvoir qu'il avait autrefois, non seulement en raison de son propre déclin, mais aussi de l'émergence de la Chine et de la Russie, et de l'autonomie politique accrue des pays d'Amérique latine, les États-Unis n'ont pas changé leurs pratiques à l'égard de la région", prévient-elle.

Il convient de rappeler que ces dernières années, des dirigeants tels que Nicolás Maduro et Evo Morales ont dénoncé le fait que Washington était à l'origine de diverses tentatives d'assassinat et d'éviction.

Il convient également de noter, par exemple, que le nouvel accord Mexique-États-Unis-Canada (T-MEC) interdit toujours à ses membres, sur ordre de Washington, de conclure des accords de libre-échange avec des économies qui ne sont pas des "économies de marché", c'est-à-dire la Chine.

"L'Amérique latine sera toujours une zone d'influence clé pour les États-Unis, qui ne la laisseront donc jamais avoir sa propre autonomie. Les formes ont changé et, à l'exception des sanctions contre le Venezuela et du blocus de Cuba, Washington n'utilise plus publiquement le fameux "big stick" du passé. Ils ne font plus de coups d'État directs comme avant", ajoute-t-elle.

"Mais les opérations de renseignement, les opérations de la CIA (Central Intelligence Agency), le soutien à l'opposition et aux grands groupes de pouvoir par l'intermédiaire d'ambassades et d'organisations secrètes, tout cela est toujours d'actualité. Et l'intention est bien sûr de déstabiliser les gouvernements qui ne sont pas à leur goût et d'imposer les souhaits de Washington. On peut donc dire que la doctrine Monroe est toujours vivante 200 ans plus tard, même si c'est de manière plus voilée et souterraine", conclut García.

(Traduit de Sputnik)

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/exclusivas/341121-deux-siecles-de-doctrine-monroe-vestige-dun-passe-hegemonique-ou-politique-americaine-immuable>



Radio Habana Cuba